



Communiqué de presse du 16 mai 2024.

Qui va payer le programme d'austérité de ce gouvernement ?

L'Assemblée lotoise pour la Nupes s'inquiète des conséquences du énième plan d'austérité du gouvernement, avec des économies annoncées de 10 milliards en 2024 et 20 milliards en 2025. Les classes moyennes et les plus modestes vont à nouveau être les plus impactées.

Santé : Le gouvernement continue ses attaques sans précédent sur tous nos acquis sociaux, à commencer par la Sécurité sociale avec la diminution des remboursements médicaux. Chacun doit déboursier désormais 1 € au lieu de 0,50 € par boîte de médicaments prescrite. Depuis hier, 15 mai, ce ne sont plus 1 €, mais 2 € par consultation médicale qui doivent être assumés par le patient. Les jours de carence des arrêts maladie devraient passer de 3 à 8 jours. Une remise en cause de la prise en charge à 100 % des affections de longue durée a même été envisagée.

Emploi : Autres attaques antisociales, la diminution des allocations chômage avec une réduction du nombre de mois indemnisés et une affiliation à France Travail rendue de plus en plus difficile. Au 1^{er} juillet prochain, ce gouvernement devrait encore accroître la pression sur les chômeurs avec pour conséquence, une précarisation toujours plus forte des plus jeunes et des seniors, alors que la conditionnalité des aides pour le RSA est, elle, déjà actée.

Services publics et fiscalité : L'État poursuit son désengagement dans les services publics (école, hôpital, etc.) de même qu'il poursuit la libéralisation du marché de l'énergie (avec la hausse des factures comme corollaire). Une hausse de la TVA est aussi dans les tiroirs alors que cet impôt indirect est plus lourd pour les faibles revenus, et le gel des pensions de retraite est aussi envisagé.

Ainsi l'État perpétue sa politique d'appauvrissement de la majorité de la population tandis qu'une minorité se gave : les bénéfices des sociétés du CAC 40 atteignent des sommets et les salaires de certains "grands" patrons sont totalement indécents.

L'Assemblée lotoise pour la Nupes dénonce cette politique qui frappe déjà et va encore frapper les plus fragiles. D'autres choix sont possibles : hausse de la taxation des profits et superprofits des grandes entreprises, retour de l'ISF, conditionnalité des aides économiques, chasse à la fraude fiscale et instauration d'une politique fiscale juste et équitable.